

Unité départementale du Rhône  
63 avenue Roger Salengro  
69100 VILLEURBANNE

VILLEURBANNE, le 04/01/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 05/12/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **TEINTURERIES DE TARARE**

route de Violay  
69170 TARARE

Références : UD-R-CTESSP-23-N°317-SP  
Code AIOT : 0006103782

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/12/2023 dans l'établissement TEINTURERIES DE TARARE implanté route de Violay 69170 Tarare. L'inspection a été annoncée le 25/10/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- TEINTURERIES DE TARARE
- route de Violay 69170 Tarare
- Code AIOT : 0006103782
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société TEINTURERIES DE TARARE réalise des opérations de teinture et d'apprêt sur des textiles.

L'établissement est soumis à :

- Autorisation au titre de la rubrique n° 2330-1 – Teinture, apprêt, blanchiment de matières textiles ;
- Déclaration au titre des rubriques n° 4441-2 (Liquides comburants catégories 1, 2 ou 3) et n° 2910-A-2 (installation de combustion au gaz naturel).

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Air ;
- Eau ;
- Rétentions ;
- Déchets – Registre des déchets ;
- Moyens de lutte contre l'incendie ;
- Désenfumage ;
- Porter à connaissance installation automatisée de distribution de produits chimiques ;
- Produits chimiques ;
- Lavage des fûts – Rubrique 2795 ;
- Panneaux photovoltaïques.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la

conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Eau - Rejets industriels	AP Complémentaire du 31/03/2020, points 4.4 et 4.5.3 de l'article 3	Lettre de suite préfectorale	3 mois
3	Eau - Prélèvement dans le milieu	AP Complémentaire du 31/03/2020, point 4.1.4 de l'article 3	Lettre de suite préfectorale	1 mois
9	Produits chimiques	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5 et arrêté préfectoral du 22/10/1998, point 4.7.2 de l'article 2	Mise en demeure, respect de prescription	Selon délais ci-dessous
11	Panneaux photovoltaïques	Arrêté Préfectoral du 22/10/1998, point 1.2 de l'article 2	Mise en demeure, dépôt de dossier	2 mois
12	Stockage sulfate de sodium	Arrêté Préfectoral du 22/10/1998, point 4.7 de l'article 2	Lettre de suite préfectorale	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Air - Contrôles et analyses	Arrêté Préfectoral du 22/10/1998 modifié, article 1.4	Sans objet
4	Rétentions	Arrêté Préfectoral du 22/10/1998 modifié, points 4.7.2 et 4.7.3 de l'article 2	Levée de mise en demeure et d'astreinte avec liquidation totale
5	Déchets - Registre des déchets	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
6	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 22/10/1998 modifié, point 6.3 de l'article 2	Sans objet
7	Désenfumage	Arrêté Préfectoral du 22/10/1998 modifié, point 6.1.3 de l'article 2	Sans objet
8	Installation de distribution de produits chimiques	Arrêté Préfectoral du 22/10/1998 modifié, point 1.2 de l'article 2	Sans objet
10	Lavage de fûts – Rubrique 2795	Code de l'environnement du 05/12/2023, annexe 4 de l'article R.511-9	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Concernant l'installation de distribution de produits chimiques, l'Inspection propose de lever l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 27 avril 2023.

Concernant la régularisation de la non-conformité relative à des rétentions, l'Inspection propose de lever ce point de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 21 janvier 2021 et de procéder à la levée de ce point de l'arrêté préfectoral d'astreinte du 13 janvier 2022 avec liquidation totale pour un montant de 0 euros.

Concernant la non-conformité relative aux produits chimiques, l'Inspection propose à madame la préfète de mettre en demeure l'exploitant de respecter le point 4.7.2 de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 22/10/1998 modifié.

Concernant la non-conformité relative à l'installation de panneaux photovoltaïques en toiture de l'établissement, l'Inspection propose à madame la préfète de mettre en demeure l'exploitant de respecter le point 1.2 de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 22/10/1998 modifié.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Air - Contrôles et analyses

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/10/1998, article 1.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Air - Contrôles et analyses
<b>Prescription contrôlée :</b> Indépendamment des contrôles explicitement prévus dans le présent arrêté, l'inspecteur des installations classées pourra demander en cas de besoin, que des contrôles spécifiques, des prélèvements et des analyses soient effectués par un organisme dont le choix sera soumis à son approbation, s'il n'est pas agréé à cet effet, dans le but de vérifier le respect des prescriptions d'un texte réglementaire, pris au titre de la législation sur les installations classées ; les frais occasionnés par ces études seront supportés par l'exploitant.
<b>Constats :</b> Suite à la visite inopinée du 13 septembre 2023, s'inscrivant dans le cadre d'un signalement remonté le 11 septembre 2023 à l'Inspection des installations classées, relatif à la présence de fumées suspectes sur la commune de Tarare depuis le 6 septembre 2023, l'Inspection a demandé

à l'exploitant, dans son rapport de visite du 15 septembre 2023 de faire réaliser par un organisme agréé, une campagne d'analyses des rejets atmosphériques du site.

En réponse à la demande précitée de l'Inspection, l'exploitant a transmis à l'Inspection, par courriel en date du 10 novembre 2023, le rapport d'analyses de l'organisme agréé intervenu sur le site du 26 au 28 septembre 2023. L'Inspection a constaté que les résultats de ce rapport n'indiquent pas de non-conformité des rejets.

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 2 : Eau - Rejets industriels

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 31/03/2020, points 4.4 et 4.5.3 de l'article 3

**Thème(s) :** Risques chroniques, Eau - Rejets industriels

### **Prescription contrôlée :**

*Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes :*

- *Température : < 40°C*
- *pH : compris entre 5,5 et 8,5 (ou 9,5 s'il y a neutralisation alcaline)*

#### 4.5.3 Mesures comparatives

*Chaque année, l'exploitant fait procéder à des mesures comparatives par un organisme extérieur différent de l'entité qui réalise habituellement les opérations de mesure du programme d'auto surveillance. Celui-ci doit être accrédité ou agréé par le ministère chargé de l'inspection des installations classées pour les paramètres considérés.*

*Ces mesures sont réalisées sans préjudice des mesures de contrôle réalisées par l'inspection des installations classées en application des dispositions des articles L. 514-5 et L. 514-8 du code de l'environnement.*

*Conformément à ces articles, l'inspection des installations classées peut, à tout moment, réaliser ou faire réaliser des prélèvements d'effluents liquides. Les frais de prélèvement et d'analyse sont à la charge de l'exploitant.*

*Les contrôles inopinés exécutés à la demande de l'inspection des installations classées peuvent, avec l'accord de cette dernière, se substituer aux mesures comparatives.*

### **Constats :**

#### Hydrocarbures

Lors de précédentes visites, l'Inspection avait constaté des écarts pour le paramètre hydrocarbures entre les résultats des contrôles d'autosurveillance réalisés par l'exploitant et les mesures comparatives réalisées par un laboratoire agréé. Lors de la dernière visite du 29 novembre 2022, l'exploitant avait indiqué avoir modifié depuis octobre 2022 les modalités de l'autosurveillance du paramètre hydrocarbures. Celle-ci était dorénavant analysée par un laboratoire agréé en lien avec un bureau de contrôle pour les aspects logistiques (flacons de prélèvement, glacière, etc.). Le prélèvement était réalisé à une fréquence mensuelle par l'exploitant avec transmission des échantillons au laboratoire agréé selon un protocole présenté à l'Inspection. L'Inspection avait toutefois constaté que ce protocole ne définissait pas, en accord avec le laboratoire agréé, la méthode de prélèvement.

Dans le cadre de la présente visite, l'exploitant a transmis à l'Inspection le protocole révisé, datant du 15 novembre 2023, de gestion des échantillons. L'exploitant a aussi transmis à l'Inspection, par courriel du 5 décembre 2023, l'avis favorable de l'organisme agréé sur ce protocole.

#### Complétude des mesures comparatives

L'Inspection avait constaté lors de la visite du 30 novembre 2021, que les résultats du contrôle du laboratoire agréé, mené en mars 2021, n'incluaient pas la totalité des mesures de flux exigées par le paragraphe §4.4.2.1 de l'article 3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 31 mars 2020.

Comme en 2022, l'Inspection a constaté dans le cadre de la présente visite que la mesure comparative annuelle, au titre de l'année 2023, exigée par le paragraphe §4.5.3 de l'article 3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 31 mars 2020 a été substituée par le contrôle inopiné exécuté les 26 et 27 juin 2023 à la demande de l'Inspection comme le permet le paragraphe précité de l'arrêté préfectoral complémentaire du 31 mars 2020. Il n'est donc toujours pas possible de conclure sur la conformité des mesures comparatives au titre de l'année 2023.

#### Contrôle inopiné 2023

Le rapport du contrôle inopiné mené les 26 et 27 juin 2023 conclut aux non-conformités suivantes :

- pH : dépassement de la valeur limite haute de 8,5. La valeur maximum mesurée sur la période est de 8,9 ;
- Température : dépassement de la valeur limite haute de 40°C. La valeur maximum mesurée sur la période est de 42,7°C. A noter que le contrôle inopiné 2022 avait aussi constaté un dépassement de la valeur limite haute avec une valeur maximum mesurée sur la période de 41,35°C ;
- Mauvaise programmation du préleveur de l'exploitant : Le rapport indique "On constate la présence d'un point bas au niveau du tuyau d'aspiration. Le bidon de prélèvement de 5 litres est très insuffisant pour récolter la totalité des échantillons, celui-ci a débordé pendant la mesure. On constate donc un écart important entre le volume théorique et le volume prélevé."

Dans le cadre de la présente visite, l'exploitant a indiqué avoir fait intervenir le constructeur du préleveur pour réaliser une maintenance et un contrôle. L'exploitant a transmis à l'Inspection, par courriel du 11 décembre 2023, les documents suivants du constructeur :

- Rapport, daté du 8 décembre 2023, relatif aux opérations réalisées lors de l'intervention sur site ;
- Certificat de bon fonctionnement du préleveur, daté du 5 décembre 2023 ;
- Certificat d'étalonnage, paramètre pH, du préleveur, daté du 8 décembre 2023 ;
- Certificat d'étalonnage, paramètre volume, du préleveur, daté du 8 décembre 2023.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Demande :** L'Inspection rappelle que l'exploitant doit s'assurer, dès la prochaine intervention, que les mesures comparatives menées soient conformes aux exigences des paragraphes §4.4.2.1 et §4.5 de l'article 3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 31 mars 2020.

**Demande :** L'exploitant doit, sous 6 mois, mettre en oeuvre des dispositions organisationnelles et/ou constructives afin de s'assurer de ne plus avoir de dépassements ponctuels des valeurs limites en pH et température. Un plan d'actions avec un échéancier sera transmis à l'Inspection sous 3 mois.

**Proposition de suites :** Lettre de suite préfectorale

**Proposition de délais :** Selon délais ci-dessus

**N° 3 :** Eau - Prélèvement dans le milieu

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 31/03/2020, point 4.1.4 de l'article 3

**Thème(s) :** Risques chroniques, Eau - Prélèvement dans le milieu

**Prescription contrôlée :**

Le débit minimal à maintenir dans le lit du cours d'eau «Turdine», en aval immédiat de la prise d'eau référencée ROE 32177, ne doit pas être inférieur à 60l/s correspondant au dixième du module, ou au débit à l'amont immédiat de la prise d'eau si celui-ci est inférieur à cette valeur.

La valeur du débit minimal étant fixée sans étude de détermination du débit minimum biologique, elle est susceptible de faire l'objet d'un réajustement ultérieur à la suite notamment d'une expertise, d'un suivi ou de la mise à disposition de nouveaux éléments.

Le dispositif de restitution du débit minimal doit permettre un contrôle effectif de ce débit. L'exploitant est tenu d'établir les repères définitifs et invariables destinés à permettre ce contrôle, rattachés au nivellement général de la France (NGF) et associés à une échelle limnimétrique scellée à proximité.

**Constats :**

Lors de la visite du 2 mai 2019, l'exploitant avait indiqué que la prise d'eau dans la Turdine avait été réaménagée par la société en charge des travaux de l'autoroute A89 (mesures compensatoires) et que le maintien du débit réservé avait été pris en compte. Il avait été toutefois constaté sur place par l'Inspection, qu'aucun moyen physique (type échelle de mesure ou autre), à la date du 2 mai 2019, permettait de s'assurer du débit réservé en toute circonstance (période d'étiage notamment).

Lors de la précédente visite du 29 novembre 2022, l'exploitant avait communiqué à l'Inspection un rapport d'un bureau d'étude, daté du 24 novembre 2022, faisant état du bilan des travaux de restauration des continuités écologiques et de mise en place de l'ouvrage permettant d'assurer le respect du débit réservé. Concernant ce dernier point, le rapport précisait l'implantation et les bases de calcul du repère physique, de type mire topographique, permettant d'assurer le respect du débit réservé. L'Inspection a constaté que les calculs réalisés concluaient à un débit réservé de 37 l/s (1/10<sup>e</sup> du module) et non 60 l/s comme indiqué dans l'arrêté préfectoral sans que l'origine des données des calculs ne soient justifiées.

Aussi, le rapport du 24 novembre 2022 précité, concluait : "Un jaugeage dans des conditions d'étiage, à prévoir l'été prochain, permettra de consolider l'approche calculatoire des niveaux d'eau pour ces débits très faibles, et pourra nous conduire à repositionner le repère."

Par ailleurs, l'Inspection avait constaté que l'exploitant n'avait pas mis en oeuvre de disposition visant à vérifier, à fréquence régulière, le respect du débit réservé via la mire topographique. L'Inspection avait indiqué considérer qu'une procédure associée à une ronde régulière devait permettre d'effectuer cette vérification à une fréquence quotidienne.

Dans le cadre de la présente visite, l'exploitant a transmis par courriel à l'Inspection :

- Procédure de l'exploitant relatif à la vérification du débit réservé, en date du 18 septembre 2023 ;
- Rapport de jaugeage d'un bureau d'étude, en date du 13 septembre 2023, justifiant le remplacement et scellement du repère physique à la hauteur d'eau permettant de vérifier le respect du débit réservé du paragraphe §4.1.4.1 de l'article 3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 31 mars 2020.

Toujours dans le cadre de la présente visite, l'Inspection a constaté qu'aucune traçabilité de la vérification quotidienne du respect du débit réservé n'est réalisée par l'exploitant.

**Type de suites proposées : Avec suites**

<b>Demande :</b> L'exploitant doit, sous 1 mois, assurer la traçabilité des contrôles quotidiens du respect du débit réservé et des actions associées (bascule de l'alimentation du site à l'eau de ville et inversement).
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 4 : Rétentions

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/10/1998, point 4.7.2 de l'article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rétentions
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les unités, parties d'unités, stockages fixes, ou mobiles à poste fixe, ainsi que les aires de transvasement visés seront équipés de capacités de rétention permettant de recueillir les produits pouvant s'écouler accidentellement.</p> <p>Le volume et la conception de ces capacités de rétention devront permettre de recueillir dans les meilleures conditions de sécurité, la totalité des produits contenus dans les stockages et installations de fabrication susceptibles d'être endommagés lors d'un sinistre ou concernés par un même incident, malgré les agents de protection et d'extinction utilisés.</p> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite du 29 novembre 2022, l'Inspection avait constaté que les rétentions des produits « PRODUCTO SP », « Noir Reactif N LIQ 75 % » et du GRV de gasoil, stockés dans le hangar haut, devaient être vidées et nettoyées.</p> <p>Dans le cadre de la présente visite, l'Inspection a constaté que les non-conformités précitées ont été régularisées.</p> <p>Au regard des éléments ci-dessus, l'Inspection propose de lever ce point de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 21 janvier 2021 et de procéder à la levée de ce point de l'arrêté préfectoral d'astreinte du 13 janvier 2022 avec liquidation totale pour un montant de 0 euros.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure et d'astreinte avec liquidation totale

#### N° 5 : Déchets - Registre des déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2
<b>Thème(s) :</b> Autre, Déchets - Registre des déchets
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Hiérarchie des modes de traitement selon l'article L.541-1 du code de l'environnement :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- La préparation en vue de la réutilisation ;</li> <li>- Le recyclage ;</li> <li>- Toute autre valorisation, notamment la valorisation énergétique ;</li> <li>- L'élimination.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Dans le cadre de la précédente visite du 29 novembre 2022, l'Inspection avait constaté que la</p>



<p>hiérarchie des modes de traitement indiquée dans le registre des déchets n'était pas conforme à l'article L.541-1 du code de l'environnement :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- La préparation en vue de la réutilisation ;</li> <li>- Le recyclage ;</li> <li>- Toute autre valorisation, notamment la valorisation énergétique ;</li> <li>- L'élimination.</li> </ul> <p>Dans la cadre de la présente visite, l'Inspection a constaté que le registre 2023 comporte bien l'information demandée.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 6 : Moyens de lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/10/1998, point 6.3 de l'article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'établissement doit être doté de moyens de secours contre l'incendie, appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'Inspection avait constaté lors de la précédente visite du 29 novembre 2022, que l'accès à un extincteur dans le hangar appelé "hangar du bas" était obstrué. Par courriel du 23 février 2023, l'exploitant a justifié la remise en conformité.</p> <p>Dans le cadre de la présente visite, l'Inspection a constaté qu'un RIA était inaccessible dans la zone d'arrivée des produits. Par courriel envoyé par l'exploitant, le jour même après la visite, il a justifié la régularisation de cette non-conformité.</p> <p>L'Inspection attire l'attention de l'exploitant sur la nécessité de veiller à garder les moyens de secours toujours accessibles.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 7 : Désenfumage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/10/1998, point 6.1.3 de l'article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Désenfumage
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les zones incendie doivent disposer d'ouvertures de désenfumage situées dans le quart supérieur de leur volume. L'ouverture de ces équipements de désenfumage devra pouvoir se faire manuellement, y compris dans le cas où il serait mis en place une ouverture à la commande automatique, et les commandes devront être facilement accessibles. [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Dans le cadre de la précédente visite du 29 novembre 2022, l'Inspection avait constaté que l'accès à un boîtier d'alarme et de deux commandes de désenfumage était obstrué par deux chariots de tissu.</p> <p>Par transmission du 23 février 2023, l'exploitant a justifié de la mise en conformité des accès précités. L'Inspection n'a pas constaté d'anomalie sur ce point lors de la présente visite.</p>

<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
--

**N° 8 : Installation de distribution de produits chimiques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/10/1998, point 1.2 de l'article 2
---

<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Installation de distribution de produits chimiques
--

**Prescription contrôlée :**

Toute modification envisagée par l'exploitant aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, de nature à entraîner un changement notable des éléments des dossiers de demande d'autorisation, sera portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

**Constats :**

Lors de la visite du 30 novembre 2021, l'Inspection avait constaté que l'exploitant avait procédé à la mise en place d'une installation de distribution de produits chimiques (cuisine) automatisée. Cette modification n'avait toutefois pas été notifiée à l'Inspection par un porter à connaissance. L'Inspection avait alors demandé à l'exploitant de lui transmettre un porter à connaissance relatif à cette modification.

Lors de la précédente visite du 29 novembre 2022, l'exploitant avait indiqué avoir oublié de rédiger le porter à connaissance demandé. Cette non-conformité a fait l'objet du premier article de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 27 avril 2023.

Par courriel du 9 juin 2023, l'exploitant a transmis le porter à connaissance demandé à l'Inspection.

Au regard des éléments du dossier de porter à connaissance, l'Inspection juge la modification non substantielle ni notable ne nécessitant pas de mise à jour de l'arrêté préfectoral du 22/10/1998 modifié réglementant les activités sur le site. L'Inspection rappelle par ailleurs que la mise en oeuvre de cette modification du site relève de l'entière responsabilité de l'exploitant et que celle-ci pourra faire l'objet d'une vérification de sa conformité à la réglementation lors d'une prochaine visite.

Au regard des éléments ci-dessus, l'Inspection propose de lever l'article 1er de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 27 avril 2023.

<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
--

**N° 9 : Produits chimiques**

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5 et arrêté préfectoral du 22/10/1998, points 4.7.2 de l'article 2
--

<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Produits chimiques
--

**Prescription contrôlée :**

Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5

Tout utilisateur en aval identifie, met en oeuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés de l'une des façons suivantes:

a) dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ;

[...]

Arrêté préfectoral du 22/10/1998, points 4.7.2 de l'article 2

[...]

Les unités, parties d'unité, stockages fixes ou mobiles à poste fixe ainsi que les aires de transvasement de produits dangereux ou insalubres devront être équipés de capacités de rétention dont le volume utile devra être au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % du plus grand réservoir ou appareil associé,
- 50 % de la quantité globale des réservoirs ou appareils associés.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts ;
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;
- dans tous les cas 800 l minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 l.

Les rétentions ou récipients contenant des produits incompatibles ne doivent pas être associés à une même rétention.

[...]

**Constats :**

Lors de la visite du 29 novembre 2022, l'Inspection avait constaté plusieurs non-conformités :

- 1) Le produit ESTEROL 626-R NUEVO était stocké sur une rétention commune avec le produit PROTE-STAB TF 501 contrairement aux exigences de sa FDS ;
- 2) Les stockages permanents des produits ESTEROL 626-R NUEVO et EGASOL MD (sur son lieu d'utilisation) n'étaient pas étiquetés conformément à l'article 17 du règlement CLP ;
- 3) Le numéro ORFILA (01.45.42.59.59) en rubrique 1.4 de la FDS du produit ESTEROL 626-R nuevo n'était pas correctement renseigné ;
- 4) De la poudre d'hydrosulfite de sodium était présente autour des bidons de stockage de ce produit ;
- 5) L'étiquetage des bidons d'hydrosulfite de sodium de la marque SILOX n'était pas conforme à la réglementation CLP ;
- 6) Des bidons d'acide formique 78,5 - 85% avaient été constatés sur une rétention partagée avec des bidons d'acide chlorydrique alors que le paragraphe 7.2 de la FDS de l'acide formique précité précise que le stockage de ce produit doit être conservé à distance des acides notamment ;
- 7) Sur une même rétention, l'Inspection avait constaté que l'exploitant stockait plus de 10 bidons d'environ 120 litres chacun de produits chimiques différents (ANTIESTATICO, LUBRIFICANTE FL, COTEMOL JT-856, PHOBOTEX RSH, PHOBOL NB-NH, etc...). Des fiches de données de sécurité avaient été transmises par l'exploitant à l'Inspection mais certaines d'entre elles étaient manquantes. Par ailleurs, la capacité de la rétention n'avait pas pu être clairement identifiée.

Dans le cadre de la présente visite, l'Inspection a constaté :

- 1) Les produit ESTEROL 626-R NUEVO et PROTE-STAB TF 501 n'étaient pas sur une rétention commune ;
- 2) Les stockages permanents des produits ESTEROL 626-R NUEVO et EGASOL MD (sur son lieu d'utilisation) présentent les pictogrammes de danger mais ne sont pas entièrement étiquetés comme le prévoit la réglementation CLP ;
- 3) L'exploitant n'a pas fourni à l'Inspection une version révisée de la FDS du produit ESTEROL 626-R nuevo ;
- 4) La zone de stockage des bidons d'hydrosulfite de sodium a été nettoyée ;
- 5) L'étiquetage des bidons d'hydrosulfite de sodium de la marque SILOX contiennent un deuxième volet détachable où est indiqué les mentions de danger et conseils de prudence ;

<p>6) Les bidons d'acide formique 78,5 - 85% et bidons d'acide chlorydrique sont stockés sur des rétentions séparées ;</p> <p>7) L'exploitant n'a pas fourni d'étude de la compatibilité des produits chimiques stockés sur une même rétention contrairement à la demande de l'Inspection formulée suite à la visite du 29 novembre 2022. Bien qu'une réorganisation de la rétention en question ait été menée par l'exploitant rendant caduc sa demande, d'autres rétentions présentant le même type de configuration, avec de multiples produits, ont été constatées lors de la présente visite. Il a aussi été constaté que deux des rétentions en question avaient chacune une capacité de 240 litres, valeur inférieure au volume nécessaire au regard du nombre et du volume des bidons de produits stockés dessus (8 x 120 litres / 10 x 120 litres).</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p> <p><b><u>Demande :</u></b> L'exploitant doit transmettre à l'Inspection, sous 2 mois, une version révisée de la FDS du produit ESTEROL 626-R nuevo afin de vérifier que le numéro ORFILA (01.45.42.59.59) a bien été intégré.</p> <p><b><u>Demande :</u></b> L'exploitant doit, sous 15 jours, s'assurer que les stockages permanents des produits chimiques de la cuisine automatique, notamment des ESTEROL 626-R NUEVO et EGASOL MD (sur son lieu d'utilisation), soient étiquetés conformément à l'article 17 du règlement CLP.</p> <p>Au regard des actions déjà mises en oeuvre, il n'est pas proposé de mettre en demeure l'exploitant sur ce point.</p> <p><b><u>Demande :</u></b> L'exploitant doit, sous 2 mois :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- stocker les produits chimiques sur des rétention correctement dimensionnées ;</li> <li>- justifier la compatibilité des produits chimiques stockés sur des rétentions communes. A défaut les produits devront être stockés sur des rétentions individuelles dans le même délai.</li> </ul> <p>Au regard de la persistance de cette non-conformité, l'Inspection propose de mettre en demeure l'exploitant sur ce point.</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> Selon délais ci-dessus</p>

**N° 10 : Lavage de fûts – Rubrique 2795**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 05/12/2023, annexe 4 de l'article R.511-9</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Lavage de fûts – Rubrique 2795</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Contrôle du classement de la rubrique 2795 : Installation de lavage de fûts, conteneurs et citernes de transport de matières alimentaires, de substances ou mélanges dangereux mentionnés à l'article R. 511-10, ou de déchets dangereux.</p> <p>Pour rappel l'article R511-10 du code de l'environnement prévoit que : "I. Les substances et mélanges dangereux mentionnés au I de l'article L. 515-32 sont les substances et mélanges dangereux et assimilés tels que définis à la rubrique 4000 de la nomenclature annexée à l'article R. 511-9, qui sont visés par les rubriques comprises entre 4100 et 4799, et celles numérotées 2760-4 et 2792."</p>
<p><b>Constats :</b></p>

<p>Dans le cadre de la visite du 29 novembre 2022, l'Inspection avait constaté que l'exploitant procédait au lavage de fûts/GRV de produits chimiques utilisés sur le site. L'exploitant avait précisé que les eaux de lavage de ces fûts/GRV étaient dirigées, comme pour les rejets industriels du site, vers la station d'épuration de Tarare.</p> <p>Il avait été rappelé que ces opérations de lavage ne sont pas couvertes par l'arrêté préfectoral du 22 octobre 1998 modifié, encadrant les activités exercées sur le site, et rentrent dans la rubrique 2795 (Lavage de fûts, conteneurs et citernes de transport de matières alimentaires, de matières dangereuses ou de déchets dangereux).</p> <p>Dans le cadre du contradictoire au projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure suite au constat de la non-conformité ci-dessus, l'exploitant a répondu à l'Inspection, par courriel du 14 mars 2023, qu'il avait vérifié les conditions de reprise de ses fûts par son prestataire et que l'opération de lavage n'était pas nécessaire préalablement à leur reprise. L'exploitant a indiqué avoir par conséquent totalement arrêté le rinçage des contenants.</p> <p>Dans le cadre de la présente visite, l'Inspection n'a pas constaté d'élément indiquant que l'exploitant procède encore à des lavages de fûts.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 11 : Panneaux photovoltaïques

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/10/1998, point 1.2 de l'article 2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Panneaux photovoltaïques</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b> Toute modification envisagée par l'exploitant aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, de nature à entraîner un changement notable des éléments des dossiers de demande d'autorisation, sera portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.</p>
<p><b>Constats :</b> Par courriel du 27 juin 2023, l'exploitant a indiqué à l'Inspection avoir pour projet d'installer des panneaux photovoltaïques sur la toiture de l'établissement à l'automne 2023. L'Inspection a répondu par courriel du 27 juin 2023 que cette modification nécessite un porter à connaissance et a précisé un certain nombre d'attendus sur le contenu du dossier (exigences de la section V de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010, guide SDMIS, etc).</p> <p>Dans le cadre de la présente visite, l'exploitant a indiqué que les panneaux photovoltaïques sont installés mais n'ont pas été encore mis en service.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p> <p><b><u>Demande :</u></b> L'exploitant doit transmettre à l'Inspection, un porter à connaissance relatif à l'installation des panneaux photovoltaïques sur la toiture de l'établissement. Ce porter à connaissance doit notamment contenir :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- justification de la conformité aux exigences de la section V (articles 28 à 44) de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relaf à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;</li> <li>- justification de la conformité de l'installation photovoltaïques au guide SDMIS transmis à</li> </ul>

<p><b>l'exploitant par courriel de l'Inspection du 27 juin 2023 ;</b></p> <p><b>- vérification de la présence ou non d'un aérodrome, d'une hélistation ou d'une tour de contrôle à moins de 3 km du projet. Le cas échéant, il convient de démontrer l'absence de gêne visuelle, selon les indications de la note technique établie par la DGAC et de fournir l'attestation sur l'honneur relative à la réalisation d'une installation photovoltaïque. Documents transmis à l'exploitant par courriel de l'Inspection du 27 juin 2023.</b></p> <p>Au regard des enjeux de sécurité liés à cette non-conformité, l'Inspection propose de mettre en demeure l'exploitant sur ce point.</p>
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, dépôt de dossier
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 12 : Stockage sulfate de sodium**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/10/1998 modifié, point 4.7 de l'article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, stockage sulfate de sodium
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les dispositions appropriées seront prises pour qu'il ne puisse y avoir en cas d'accident de fonctionnement se produisant dans l'enceinte de l'établissement, déversement de matières qui par leurs caractéristiques et quantités émises seraient susceptibles d'entraîner des conséquences notables sur le milieu naturel.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Dans le cadre de la présente visite, l'Inspection a constaté qu'un des sacs (de 25 kg) de sulfate de sodium en poudre, stockés sur des palettes à l'extérieur du bâtiment sur une zone goudronnée était percé. Même si le stockage en question était sous une bâche en plastique le protégeant des eaux météoriques, du sulfate de sodium été présent au sol autour du stockage.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p> <p><b><u>Demande :</u></b> L'exploitant doit, sous 15 jours, évacuer le sac percé, procéder au nettoyage de la zone autour du stockage de sulfate de sodium et mettre en œuvre les mesures visant à éviter qu'un nouvel événement de ce type ne se reproduise.</p>
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours